



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

653/jpr/ag

Arrêté du 25 août 2025

portant mise en demeure à la société TYM Logistique de respecter certaines dispositions applicables à ses installations situées zone industrielle à HOMBOURG

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 25.II,
- VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter à la société TYM LOGISTIQUE relative à l'extension d'un entrepôt de stockage de produits dangereux située à zone industrielle de HOMBOURG, notamment l'article 8.5.2,
- VU le rapport d'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, de la visite d'inspection du site du 24 juin 2025,
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que lors de l'inspection du 24 juin 2025 et de l'examen des documents associés l'Inspection a pu constater :

- que les dimensions de vos rétentions sont en non-conformité aux dispositions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020,

- qu'un produit est placé sur une rétention ne résistant pas à son action physico-chimique, en non-conformité aux dispositions de l'article 25.II de l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société TYM Logistique, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé zone industrielle – 20 avenue du Luxembourg à ILLZACH (68110), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées zone industrielle, 68490 Hombourg.

Article 2 : dans un délai de **six mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020 susvisé :

« [...] Chaque cellule de stockage dispose d'une rétention pour recueillir l'ensemble des produits dangereux et les eaux d'extinction qui peuvent s'y déverser lors d'un accident. Les rétentions résistent aux altérations physico-chimiques et autres des différents produits dangereux susceptibles d'y être déversés.

Les volumes des rétentions des halls sont équivalents à :

Hall	Volume
6A	4800m ³
6B	4800m ³
6C	4200m ³
D	4200m ³
E	3300m ³
F	2300m ³

L'exploitant est en mesure de démontrer qu'il dispose, à tout moment (y compris en présence de marchandises), des volumes de rétention indiqués ci-dessus.[...] »

Article 3 : dans un délai de **trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 25.II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

« [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. [...] L'exploitant veille au bon état des rétentions. [...] »

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6: le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 28 août 2025

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le directeur de cabinet secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE